

C'est ce soir, à l'Espace Pierre Cardin, que le *Journal des républicains* organise une confrontation entre François Léotard et trois intellectuels français, adeptes du remue-ménage et abonnés aux succès de librairie : Philippe Sollers, Guy Sorman et Jean-Edern Hallier. Hugues Dewavrin, l'animateur et le fondateur du *Journal des républicains*, a demandé à Ivan Levaï d'arbitrer et d'ordonner ce débat. Le thème de ce débat, « Les intellectuels français et le libéralisme », s'apparente plus à un sujet de thèse de classe de philosophie avancée qu'au catalyseur d'une réunion politique.

PAR
JEAN-MARC
SYLVESTRE

● La relation entre les intellectuels et la droite libérale a toujours été ambiguë. En théorie, elle n'a jamais beaucoup existé pour une raison très simple : les intellectuels français définis comme groupe social producteur d'idées ont toujours été majoritairement à gauche. Enseignants, pédagogues, artistes se sont toujours vécus « à gauche »... A tel point que la gauche socialiste et communiste a détenu, bien avant de gagner les élections de 1981, le pouvoir quasi absolu dans tous les centres de production intellectuelles, littéraire ou artistique : l'école, l'université, la recherche, le théâtre, le cinéma.

Scissions et fractures

Pendant près de trente ans, tout s'est passé comme si la France avait partagé ses pouvoirs. Le pouvoir politique et économique à la droite. Le pouvoir intellectuel et administratif à la gauche. Les événements de mai 1968 ont commencé à troubler les cartes. Patrick Rothman et Hervé Hamon ont bien montré dans leur dernier livre « Génération » (1) les scissions et les fractures qui se sont produites entre les communistes orthodoxes et « les révolutionnaires », les « anarchistes », « les libertaires » et toutes sortes de groupuscules extrémistes d'extrême gauche.

A l'époque, les intellectuels prennent déjà leurs distances d'avec le Parti communiste entaché de stalinisme et « Clarté », par exemple, l'organe de presse des étudiants communistes, va accueillir des analyses fortement critiques des thèses orthodoxes et très provocatrices pour tous les pouvoirs établis, même quand ils sont de gauche. La Ligne communiste (trotskyste) rassemble alors tout ce que le monde universitaire compte comme « intellectuels » de l'action révolutionnaire...

La deuxième cassure, définitive celle-là, entre les intellectuels et la gauche communiste aura lieu dix ans plus tard, dans les années 1978-1980. A l'époque, la gauche française découvre la réalité du drame cambodgien et l'ampleur des massacres de Pol-Pot. Le docteur Claude Malhuret, président de

Médecins sans frontières, mais membre actif du PSU, Claude Evin et Alain Richard, qui sont alors députés rocardiens, et Bernard-Henri Lévy vont se rendre à la frontière de la Thaïlande et du Cambodge. En février 1980... C'est pour eux un choc terrible. Le choc du mensonge de la propagande communiste ! La certitude que le risque du stalinisme et du goulag n'est nullement écarté. A l'époque, leur camarade et ami, le docteur Follezu, animateur d'un comité d'aide au Cambodge (lié au PCF), nie cette réalité.

La réconciliation Sartre-Aron

Pour Claude Malhuret et ses amis, c'est la rupture définitive. Après la grande réconciliation publique et spectaculaire entre Raymond Aron et Jean-Paul Sartre qui se serrent la main sur le perron de l'Élysée, la majorité des intellectuels français devient notoirement anticommuniste... mais reste fondamentalement à gauche pour soutenir massivement François Mitterrand en 1981.

Ce n'est pas parce que Jean Daniel, porte-drapeau de l'intelligentsia française et gérant du pouvoir intellectuel dans le pays depuis vingt-cinq ans, dénonce le goulag, explique et « médiatise » Soljenitsyne, que les intellectuels vont passer de la gauche à la droite et venir grossir les rangs du Parti républicain en pleine rénovation. Claude Malhuret est l'un des seuls « rocardiens » à sauter le pas et à rejoindre Alain Madelin (numéro deux du PR) qu'il a connu pendant « la marche des réfugiés ».

L'installation au pouvoir de la gauche socialo-communiste va mettre les intellectuels français dans l'embarras. Dans un premier temps, c'est l'euphorie, les intellectuels découvrent les « ors » et les « pompes » des palais nationaux, ils goûtent aux plaisirs du pouvoir mais ils ne tardent pas à vivre cette contradiction entre les nécessités du pouvoir et la fonction critique qui est fondamentalement celle des intellectuels.

« Les intellectuels ont disparu »

D'abord, ils digèrent mal la présence des communistes au gouvernement, mais ils font avec. Ensuite, ils vivent encore plus difficilement les reniements idéologiques du gouvernement qui doit faire face à ses échéances financières. Pour reprendre l'expression d'un prince « socialiste » dans les années 1982-1983 : « Les intellectuels ont disparu, ils se taisent, ils sont muets... Ils ne servent à rien. » Et ce n'est pas ce pauvre Max Gallo, mobilisé pour communiquer mieux les messages du gouvernement, qui renversera le mouvement.

En devenant ministre, Max Gallo perd tout le pouvoir d'influence qu'il avait comme romancier, essayiste et homme de presse. Quelle leçon ! Paradoxalement, les intellectuels, qui ont pour vocation originelle de s'ouvrir sur le monde et les idées, de remettre en cause les situations et les positions acquises, vont se replier

sur eux-mêmes et développer une attitude très corporatiste et même poujadiste.

L'action du ministre de la Culture, Jack Lang, y contribuera d'ailleurs pour beaucoup. D'un côté, Jack Lang, par un style et un discours appropriés draine les nouvelles générations vers la social-démocratie douce de François Mitterrand. De l'autre, il essaie de s'attacher par une politique financière très généreuse (très coûteuse) le monde des intellectuels et notamment celui du théâtre et du cinéma.

Cette stratégie n'empêchera pas les socialistes de perdre les élections législatives de 1986 au profit de la coalition entre l'UDF et le RPR, mais c'est une stratégie qui contribuera sans doute à ce que la majorité des intellectuels reste dans la sphère d'influence de la gauche. Cela dit, une fois revenus dans l'opposition, on aurait pu penser que les intellectuels retrouvent leur fonction critique et l'exercent de façon féroce contre le nouveau gouvernement. Il n'en est rien. Depuis 1986, les intellectuels français ont retrouvé un droit à la parole, mais cette fonction critique s'exprime dans le cadre d'un système politique et économique qu'ils ne remettent pas en cause.

Le système politique, c'est celui de la cohabitation. Le système économique, c'est désormais la primauté du marché comme facteur de régulation et d'arbitrage entre les différents intérêts individuels.

Ce qui est intéressant aujourd'hui, c'est que finalement le monde des intellectuels français a reconnu et intégré le phénomène de crise économique internationale, qu'il a totalement reconnu et intégré les formidables progrès dans les techniques de la communication, lesquels modifient toutes les relations entre l'intellectuel et l'opinion et change, les rapports de force, dans le monde.

Deux livres importants (car accessibles au plus grand nombre) parus au début de cette année, « La Défaite de la pensée », d'Alain Finkielkraut, et « Éloge des intellectuels », de Bernard-Henri Lévy, ont profondément ranimé le débat sur le rôle des intellectuels dans la société française. Finkielkraut et B-H-L ont, de façon très spectaculaire, mis en lumière le désarroi des intellectuels dans la France d'aujourd'hui. Le premier dénonce avec violence un monde où tout est culture : du match de foot au hamburger en passant par la façon de s'habiller ou d'acheter une voiture. Le second dénonce à sa façon les vedettes des médias qui sont devenues les véritables donneurs de leçon et « intellocrates ». De Bernard Tapie à Coluche...

Pour Finkielkraut, l'intellectuel doit s'intéresser à tout, au risque d'y perdre la pensée en cultivant la sous-culture... Pour B-H-L, l'intellectuel doit devenir homme à succès et de télévision...

Le débat n'est pas fondamentalement nouveau mais il a le mérite d'obliger les intellectuels à sortir de l'ombre. En acceptant cette confrontation, avec Philippe Sollers, Guy Sorman et Jean-Edern Hallier, François Léotard espère bien réfléchir sur toutes les questions qui inquiètent aujourd'hui le monde des « intellos » : « La place de la culture et le rôle des intellectuels dans une société de liberté. La démocratisa-